



Conseil de sécurité

Distr. générale
28 octobre 2002
Français
Original: anglais

Lettre datée du 25 octobre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint, présenté par Sainte-Lucie en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

**Lettre datée du 2 octobre 2002, adressée au Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste par le Représentant permanent
de Sainte-Lucie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport sur la lutte antiterroriste établi par le Gouvernement de Sainte-Lucie en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

Au nom de mon gouvernement, je vous prie d'excuser la présentation tardive de ce rapport, et je saisis cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma très haute considération.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Earl S. **Huntley**

Appendice

Rapport présenté par Sainte-Lucie en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité*

Introduction

Le Gouvernement et le peuple de Sainte-Lucie s'associent à l'Organisation des Nations Unies pour condamner les auteurs de l'attentat du 11 septembre contre le World Trade Centre, qui a fait des milliers de victimes innocentes. Ils ont maintes fois dit publiquement qu'ils condamnaient sans réserve les attaques terroristes et étaient disposés à coopérer pleinement avec toutes les nations pour prévenir les actes de terrorisme, quels qu'ils soient. Avec les événements du 11 septembre, Sainte-Lucie et le reste du monde ont vu le terrorisme dans toute son horreur. Les effets des menaces de ce type se font profondément sentir dans toutes les nations, partout dans le monde, déstabilisant l'économie et compromettant la paix et la sécurité.

Les événements du 11 septembre ont eu des incidences négatives sur l'économie de Sainte-Lucie, en particulier sur les secteurs du tourisme, du commerce et des services financiers. Sur le plan budgétaire, la situation est extrêmement précaire car des fonds supplémentaires ont dû être dégagés, sur des ressources déjà modestes, pour renforcer les systèmes et procédures de sécurité de l'île, à la demande de nombreuses organisations internationales. Les efforts déployés montrent bien que le Gouvernement est déterminé à faire le nécessaire pour que la lutte contre le terrorisme soit menée sur tous les fronts.

Sainte-Lucie, en sa qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies, s'est toujours engagée à appuyer l'application de toutes les résolutions du Conseil de sécurité. Dès que la résolution 1373 a été adoptée, le Gouvernement de Sainte-Lucie a créé un comité chargé de la passer en revue et d'examiner de façon approfondie la position du pays par rapport à ses dispositions. Le Comité a entrepris de passer en revue les dispositions administratives et législatives et les mesures de sécurité en vigueur, et d'examiner comment Sainte-Lucie se conformerait aux directives de la résolution.

Le présent rapport a pour objet de récapituler les mesures que Sainte-Lucie a prises et se propose de prendre pour appliquer la résolution 1373. Sa structure correspond à celle de la résolution.

Paragraphe 1

Alinéa a)

« Tous les États doivent ... prévenir et réprimer le financement des actes de terrorisme. »

La loi de Sainte-Lucie ne réprime pas ces activités, mais les infractions commises dans le pays qui entraînent la mort ou causent des dégâts matériels sont des infractions de droit commun et sont punies par certaines dispositions législatives générales.

* Des pièces jointes se trouvent dans les archives du Secrétariat et peuvent être consultées.

Le Gouvernement entend présenter au Parlement, vers la fin de l'année, une loi qui interdirait expressément et érigerait en crimes le financement du terrorisme et tous les actes connexes.

L'adoption de cette loi facilitera l'application de la loi No 10 de 1993 sur le produit du crime.

La loi No 36 de 1999 sur la prévention du blanchiment de capitaux s'applique déjà à quiconque participe à des activités liées au terrorisme. Les infractions à cette loi sont dénommées « infractions principales de blanchiment d'argent » et sont punissables d'amendes allant de 1 à 2 millions de dollars des Caraïbes orientales et/ou de peines privatives de liberté allant de 5 à 15 ans.

Le projet de code pénal est en train d'être révisé par les rédacteurs législatifs et devrait être prochainement adopté. Y figurent les infractions contre l'ordre public, le génocide et le meurtre puni de la peine de mort. S'agissant du meurtre puni de la peine de mort, le projet de code pénal prévoit notamment que :

« ... le meurtre commis par une personne à l'occasion ou dans le cadre d'un acte de terrorisme, à savoir un acte de violence qui, par sa nature ou sa portée, est calculé pour faire régner la peur dans la population ou dans un groupe quelconque, est un meurtre capital. »

La législation de Sainte-Lucie régissant les opérations financières internationales prévoit des échanges d'informations. Cette législation se compose des textes suivants :

- 1) Loi No 37 de 1999 relative à la délivrance de licences aux fiduciaires et représentants enregistrés;
- 2) Loi No 38 de 1999 relative à l'assurance internationale;
- 3) Loi No 39 de 1999 relative aux fiduciaires internationales;
- 4) Loi No 40 de 1999 relative aux sociétés commerciales internationales;
- 5) Loi No 43 de 1999 relative aux banques internationales;
- 6) Loi No 44 de 1999 relative aux fonds communs de placement internationaux.

Toutes les lois susmentionnées doivent permettre à Sainte-Lucie d'être reconnue sur le plan international comme administrant de façon saine, prudente et transparente le secteur des finances. Le secteur des services financiers de Sainte-Lucie est bien réglementé, un régime réglementaire indépendant ayant été mis en place pour que son fonctionnement réponde aux normes internationales les plus strictes.

La CARICOM a lancé une initiative visant à uniformiser les législations en matière de prévention et de répression du financement des actes de terrorisme. Un comité composé des Avocats généraux des pays de la région s'est réuni plusieurs fois pour examiner la question.

Dans sa volonté de s'acquitter de ses autres obligations internationales, le Gouvernement de Sainte-Lucie s'est efforcé de coordonner ses initiatives avec celles d'autres pays et de démontrer ainsi qu'il est déterminé à combattre la

criminalité financière et les activités transfrontières illicites liées aux services financiers. Ainsi :

- i) En 1984, Sainte-Lucie a signé avec les États-Unis d'Amérique un accord d'échange de renseignements fiscaux;
- ii) Sainte-Lucie négocie actuellement avec le Canada des accords visant à éviter la double imposition;
- iii) Sainte-Lucie se conforme pleinement aux directives arrêtées par le GAFI (Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux) et n'est pas inscrite sur la liste noire publiée par le Groupe;
- iv) Sainte-Lucie est en train de créer un Groupe de renseignements financiers. Le projet de loi a été présenté à la Chambre et au Sénat. La loi devrait être adoptée avant la fin août 2002;
- v) Sainte-Lucie a créé un Organe de prévention du blanchiment d'argent.

Alinéa b)

« ... Ériger en infraction la fourniture ou la collecte délibérée par leurs nationaux ou sur leur territoire, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, de fonds que l'on prévoit d'utiliser ou dont on sait qu'ils seront utilisés pour perpétrer des actes de terrorisme. »

Sainte-Lucie a mis en place un régime législatif qui permet de surveiller et de contrôler les devises étrangères qui entrent dans le pays et en sortent. L'ordonnance sur le contrôle des changes (lois révisées de Sainte-Lucie, chap. 180) et la loi No 36 de 1999 sur la prévention du blanchiment de capitaux permettent aux autorités compétentes de suivre tous les mouvements de capitaux licites (entrées et sorties).

La législation de Sainte-Lucie n'énumère pas de façon systématique les infractions visées et ne réglemente pas les peines applicables. Les termes « terrorisme » et « acte de terrorisme » ne sont pas eux-mêmes définis par la loi.

Toutefois, s'il peut-être démontré que la collecte de fonds a pour but de permettre une activité criminelle, elle tombe sous le coup de lois existantes. À Sainte-Lucie, quiconque fournit une assistance à l'exécution d'un acte criminel quel qu'il soit, y compris en fournissant ou en collectant des fonds dans le but de financer un acte criminel entraînant blessures, perte de vie, dégâts ou destruction, s'expose à des sanctions pénales en tant que complice ou participant à une association de malfaiteurs. On peut donc dire que ces dispositions peuvent être invoquées pour prévenir et réprimer les actes visés.

Les lois suivantes ont trait à la prévention et au contrôle du blanchiment d'argent, au produit du crime et à d'autres questions connexes :

- 1) Loi No 36 de 1999 sur la prévention du blanchiment de capitaux et loi No 35 de 2001 sur la prévention du blanchiment de capitaux (amendement); l'annexe 1 de la loi sur la prévention du blanchiment de capitaux fait du terrorisme une infraction déterminée;
- 2) Loi No 10 de 1993 sur les produits du crime;
- 3) Loi No 10 de 1996 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale.

Il convient toutefois de noter que l'article 3 de la loi sur la prévention du blanchiment de capitaux prévoit la création d'un Organe de prévention du blanchiment d'argent, qui est principalement chargé d'enquêter sur les établissements financiers pour s'assurer qu'ils respectent les dispositions de la loi. L'Organe reçoit des rapports sur les transactions suspectes et communique l'information au chef de la police et au Procureur général de l'État. Il relève de l'Attorney général.

Alinéa c)

« ... Geler sans attendre les fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques des personnes qui commettent, ou tentent de commettre, des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent, des entités appartenant à ces personnes ou contrôlées, directement ou indirectement, par elles, et des personnes et entités agissant au nom, ou sur instruction, de ces personnes et entités, y compris les fonds provenant de biens appartenant à ces personnes, et aux personnes et entités qui leur sont associées, ou contrôlés, directement ou indirectement, par elles. »

Le gel, le blocage, la mise sous séquestre, la saisie et la confiscation d'avoirs sont actuellement régis par la loi No 10 de 1993 sur les produits du crime, la loi No 36 de 1999 sur la prévention du blanchiment de capitaux et la loi No 23 de 1990 relative à l'administration des douanes. Les avoirs en question doivent être liés à une quelconque activité illégale ou infraction déterminée.

La législation de Sainte-Lucie n'interdit pas expressément le financement du terrorisme. Toutefois, la loi No 36 de 1999 sur la prévention du blanchiment de capitaux fait du terrorisme (bien qu'il ne soit pas défini) une infraction déterminée. Quiconque participe directement ou indirectement à une transaction touchant à des biens qui sont les produits du terrorisme en sachant ou en ayant de bonnes raisons de penser que ces biens sont les produits du terrorisme, ou qui reçoit, possède, dissimule, cède ou amène à Sainte-Lucie des biens qui sont les produits du terrorisme est donc coupable de l'infraction de blanchiment d'argent.

Les tribunaux peuvent, si le Procureur général de l'État leur en fait la demande, ordonner le gel des avoirs d'une personne ou des avoirs qu'elle a en sa possession ou qu'elle contrôle si elle a été inculpée d'une telle infraction ou que le Procureur général de l'État a de bonnes raisons de penser qu'elle va l'être.

Les tribunaux peuvent aussi, si le Procureur général de l'État leur en fait la demande, ordonner la saisie de tous les biens dont la personne reconnue coupable de blanchiment d'argent est propriétaire, qu'elle a en sa possession ou qu'elle contrôle.

La loi sur les produits du crime prévoit la saisie et la confiscation du produit de certains crimes; toutefois, la résolution 1373 semble exiger le gel ou la confiscation des avoirs des personnes qui ont été classées comme terroristes par décret-loi mais n'ont jamais été inculpées ou condamnées. Ces circonstances ne sont pas prévues par la législation de Sainte-Lucie, le principe de la garantie d'une procédure régulière étant clairement énoncé dans la loi suprême de l'État, la Constitution de 1948.

Alinéa d)

« ... Interdire à leurs nationaux ou à toute personne ou entité se trouvant sur leur territoire de mettre des fonds, avoirs financiers ou ressources économiques ou services financiers ou autres services connexes à la disposition, directement ou indirectement, de personnes qui commettent ou tentent de commettre des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent, d'entités appartenant à ces personnes ou contrôlées, directement ou indirectement, par elles et de personnes et entités agissant au nom ou sur instruction de ces personnes. »

La législation de Sainte-Lucie ne définit précisément ni le terrorisme, ni le financement du terrorisme. Toutefois, fidèles à l'engagement qu'ils ont pris de coopérer avec la communauté internationale, les Avocats généraux des pays de la CARICOM se sont, lors de réunions générales, efforcés de rédiger un projet de loi harmonisé aux fins de la répression des activités terroristes et de leur financement.

Le secteur des services financiers de Sainte-Lucie est bien réglementé et il est possible de suivre les activités des établissements financiers. La loi sur la prévention du blanchiment de capitaux contient des dispositions très strictes concernant la documentation interne que doivent établir les établissements financiers, au nombre desquels figurent les banques, les sociétés d'épargne, les mutuelles de crédit, les compagnies d'assurance et les sociétés qui offrent des services financiers internationaux. Ces établissements sont tenus de mettre en place et d'appliquer des procédures pour signaler à l'Organisme de prévention du blanchiment d'argent les transactions qui, du fait de l'identité de la personne qui les effectue ou des circonstances dans lesquelles elles sont effectuées, donnent au personnel de bonnes raisons de penser qu'elles portent sur des produits du terrorisme (terme non défini).

Paragraphe 2

Alinéa a)

« Tous les États doivent s'abstenir d'apporter quelque forme d'appui que ce soit, actif ou passif, aux entités ou personnes impliquées dans des actes de terrorisme, notamment en réprimant le recrutement de membres de groupes terroristes et en mettant fin à l'approvisionnement en armes de terroristes; »

La loi No 4 de 1976 sur l'ordre public prévoit des garde-fous dont le but est de réprimer ces activités, notamment :

- 1) L'interdiction de réunions non autorisées qui visent à planifier ou à mener des activités réputées attentatoires à la sécurité publique.

Toutes les réunions publiques sont réglementées et passées au crible grâce à un système rigoureux d'autorisation administré par le Directeur de la police et le Ministre chargé de la sécurité intérieure.

- 2) L'interdiction des organisations paramilitaires.

Est en infraction toute personne qui participe au contrôle ou à la gestion d'une association enregistrée ou non dont les membres ou adhérents sont organisés, formés et équipés aux fins de l'emploi ou de la démonstration de la force physique en vue de promouvoir un objectif politique ou d'une manière propre à susciter raisonnablement la crainte qu'ils ont été formés ou équipés à cette fin, ou qui a ainsi organisé ou formé lesdits membres ou adhérents.

- 3) L'interdiction de former ou d'entraîner toute personne au maniement des armes, d'entreprendre des exercices militaires ou d'être présent pendant de tels exercices, ou de se soumettre à une formation ou à un entraînement au maniement des armes sans la permission du Gouverneur général.

Le port d'armes n'est pas un droit automatique à Sainte-Lucie. Seuls les détenteurs de permis sont autorisés à porter des armes. La loi No 11 de 2001 relative aux armes à feu régit l'approvisionnement en armes des citoyens. Elle interdit de fournir des armes à feu et/ou des explosifs à toute personne non titulaire d'un permis de port d'armes ou de toute autre autorisation. Le permis est renouvelable tous les trois ans. Les permis et autorisations sont délivrés par le Directeur de la police en vertu de la partie 11 et du titre III de la loi.

La vente d'armes à feu et de munitions est soumise à des restrictions imposées grâce à un système rigoureux d'autorisation. L'octroi de licences est soigneusement contrôlé et surveillé. En outre, toute personne qui débarque à Sainte-Lucie en possession d'une arme à feu ou de munitions est tenue de le déclarer aux agents de douane. Les armes à feu déclarées et destinées à l'importation sont gardées à l'armurerie de la police jusqu'à satisfaction de toutes les exigences juridiques.

Par ailleurs, la loi interdit l'importation à Sainte-Lucie ou l'exportation du pays d'armes à feu ou de munitions sans un permis d'importation ou d'exportation délivré par le Directeur de la police. Au moment du départ de Sainte-Lucie, les bagages à main sont contrôlés et inspectés aussi bien par des moyens électroniques que manuellement.

L'ordonnance relative aux explosifs, chapitre 53 des lois révisées de Sainte-Lucie, réglemente le stockage et le port de poudre ainsi que la fabrication, l'importation, le stockage, la destruction et la vente d'explosifs particulièrement dangereux, tandis que l'ordonnance législative No 35 de 1973 relative aux explosifs interdit, sous réserve de plusieurs conditions et restrictions, la fabrication, la garde, l'importation, le transport et la vente de tout explosif. Il convient toutefois de noter que Sainte-Lucie n'a ni la capacité ni les connaissances techniques pour fabriquer, produire ou distribuer des armes, des munitions ou des équipements militaires.

Alinéa b)

« ... Prendre les mesures voulues pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis, notamment en assurant l'alerte rapide d'autres États par l'échange de renseignements; »

Sainte-Lucie a signé, le 5 mars 1996, le Traité instituant le système de sécurité régionale. L'article 4 de ce traité dispose que le système a pour objectif et fonction de promouvoir la coopération entre les États membres en matière de prévention et d'interdiction du trafic illicite des stupéfiants, d'urgences nationales, de recherche et de sauvetage, de contrôle de l'immigration, de douanes, de police maritime, de lutte contre les menaces à la sécurité nationale, de prévention de la contrebande et de protection des installations au large.

Sainte-Lucie a adopté la loi No 30 de 2000 sur le système de sécurité régionale ouvrant la voie à l'application du Traité instituant le système de sécurité régionale. La loi dispose que les États membres, individuellement ou collectivement, en ayant

recours à l'auto-assistance et à l'entraide, maintiennent et développent leurs capacités individuelles et collectives à se porter mutuellement assistance.

Sainte-Lucie a également adopté la loi No 10 de 1996 sur l'entraide judiciaire en matière pénale, portant sur le système d'entraide judiciaire en matière pénale au sein du Commonwealth, qui vise à en faciliter le fonctionnement à Sainte-Lucie et prévoit les dispositions applicables en la matière entre Sainte-Lucie et les pays non membres du Commonwealth.

Alinéa c)

« ... Refuser de donner asile à ceux qui financent, organisent, appuient ou commettent des actes de terrorisme ou en recèlent les auteurs; »

L'ordonnance relative à l'immigration, chapitre 76 des lois révisées de Sainte-Lucie de 1957, régleme l'entrée des étrangers à Sainte-Lucie.

Aux termes de cette législation, le Gouvernement peut prendre un décret pour déclarer certaines personnes immigrants illégaux s'il juge que ces personnes ne peuvent jouir de la qualité d'immigrant :

1. Pour des raisons économiques ou des raisons liées aux conditions de vie ou coutumes;
2. Si, selon les informations ou conseils fournis, ces personnes ne peuvent être acceptées comme résidents ou visiteurs;
3. Si l'intéressé a été condamné dans un pays pour une infraction punissable d'emprisonnement et pour laquelle il n'a pas été gracié.

Aux termes de la section 6 de l'ordonnance, le Gouvernement peut, à son entière discrétion, interdire l'entrée à Sainte-Lucie de toute personne étrangère.

Ces dispositions confèrent manifestement un pouvoir de discrétion élargi au Gouvernement. On estime donc qu'elles peuvent utilement servir d'instrument pour refuser l'entrée dans le pays aux personnes qui financent, planifient, appuient ou commettent des actes terroristes.

Par ailleurs, Sainte-Lucie a récemment adopté des lois et règlements modernes en matière d'immigration comme en témoigne la loi No 20 de 2001 relative à l'immigration. Bien qu'elle ne soit pas encore en vigueur, cette loi peut servir d'orientation.

Aux termes des dispositions du titre 11 de la loi de 2001 relative à l'immigration, le terrorisme est une infraction dont les auteurs peuvent :

- 1) Perdre le statut de résident permanent;
- 2) Perdre le statut d'immigrant à Sainte-Lucie.

Il convient toutefois de souligner que les lois de Sainte-Lucie n'érigent pas en infraction le terrorisme, qui n'est pas défini dans la législation actuelle.

D'ici à la fin de 2002, le Gouvernement devrait soumettre au Parlement une loi spéciale sur la question du terrorisme qui aura notamment pour objectif d'ériger en infraction pénale le recel de personnes qui financent, planifient, appuient et commettent des actes terroristes.

Par ailleurs, Sainte-Lucie dispose d'une ordonnance relative à l'expulsion des étrangers indésirables, chapitre 80 des lois révisées de Sainte-Lucie de 1957, aux termes de laquelle le Gouverneur général peut prendre un décret d'expulsion même avant l'arrivée de l'étranger indésirable. En attendant l'élaboration d'une législation globale sur le terrorisme et les activités connexes, cette loi peut être un instrument utile dans la lutte antiterroriste.

Sainte-Lucie dispose également d'une législation progressive en matière d'extradition. La loi No 12 de 1986 relative à l'extradition vise notamment les infractions suivantes :

- 1) L'homicide volontaire;
- 2) Le génocide;
- 3) La piraterie;
- 4) Tout acte ou omission commis dans l'intention de mettre en danger la sécurité d'un aéronef en vol ou de toute personne à bord de cet aéronef;
- 5) Tout acte ou omission commis dans l'intention de détruire un aéronef ou de l'empêcher de voler;
- 6) Toute infraction à la loi relative au détournement d'aéronefs;
- 7) Tout acte illicite tel que visé à l'article 1 de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (Convention de Montréal);
- 8) Toute infraction à la législation relative aux armes à feu et aux autres armes, munitions, explosifs, dispositifs incendiaires ou matériels meurtriers.

Toute personne condamnée pour ces infractions dans son pays, dans un État membre du Commonwealth ou dans un pays avec lequel Sainte-Lucie a signé un traité d'extradition peut être extradée conformément à cette loi.

Alinéa d)

« ... Empêcher que ceux qui financent, organisent, facilitent ou commettent des actes de terrorisme n'utilisent leurs territoires respectifs pour commettre de tels actes contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États; »

Sainte-Lucie ne dispose pas actuellement d'une législation spéciale pour faire face à ce problème. Toutefois, dans le nouveau projet de loi, il est prévu de ne pas limiter la définition du terrorisme aux seules infractions commises à Sainte-Lucie mais plutôt de faire en sorte qu'elle englobe les infractions contre d'autres États ou leurs citoyens. Cela va dans le sens du projet de code pénal qui permet de poursuivre les personnes qui planifient des opérations à partir de Sainte-Lucie ou d'établir leur responsabilité.

Aux termes de la loi sur la prévention du blanchiment de capitaux, est en infraction toute personne qui reçoit, possède, dissimule, cède ou amène à Sainte-Lucie des biens qui sont le produit du terrorisme en sachant ou en étant raisonnablement fondé à croire que ces biens sont le produit du terrorisme.

Alinéa e)

« ... Veiller à ce que toute personne qui participe au financement, à l'organisation, à la préparation ou à la perpétration d'actes de terrorisme ou qui y apporte un appui soit traduite en justice, à ce que, outre les mesures qui pourraient être prises contre ces personnes, ces actes de terrorisme soient érigés en infractions graves dans la législation et la réglementation nationales et à ce que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes ».

Cette question a déjà été abordée au titre de l'alinéa 1 a) en référence aux dispositions pénales de la loi de 1999 sur la prévention du blanchiment de capitaux. En outre, Sainte-Lucie a signé et ratifié la Convention de Montréal et la Convention de Tokyo. Les lois ci-après ont été également adoptées :

- 1) Loi No 15 de 1986 relative à la Convention sur l'aviation civile (Convention de Montréal), portant application des dispositions de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile;
- 2) Loi No 13 de 1986 relative à la Convention sur l'aviation civile (Convention de Tokyo), portant application de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenus à bord des aéronefs et donnant effet à certaines dispositions relatives à la piraterie de la Convention sur la navigation en haute mer;
- 3) Loi No 14 de 1986 relative au détournement d'aéronefs, portant application de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs. Elle érige en infraction les détournements d'aéronefs et l'emploi de la violence contre les passagers et l'équipage des aéronefs et permet l'application de la loi sur l'extradition à l'égard de tout État partie à la Convention.

Ces lois érigent en infraction le fait de planifier, de faciliter et de commettre ces actes terroristes, que ceux-ci aient lieu à Sainte-Lucie ou non. Elles contiennent également des dispositions pénales rigoureuses.

La législation nationale actuelle de Sainte-Lucie ne porte pas directement sur ces actes. Cependant, elle est applicable aux résultats de ces actes, dont les pertes en vie humaine, la menace à la vie humaine, les préjudices causés aux personnes, les dommages ou la destruction de biens et la complicité pour commettre ces actes. Le Code pénal de Sainte-Lucie établit des infractions pénales graves qui visent les résultats ou les conséquences des actes terroristes.

Alinéa f)

« Se prêter mutuellement la plus grande assistance lors des enquêtes criminelles et autres procédures portant sur le financement d'actes de terrorisme ou l'appui dont ces actes ont bénéficié, y compris l'assistance en vue de l'obtention des éléments de preuve qui seraient en leur possession et qui seraient nécessaires à la procédure; »

Sainte-Lucie s'est dotée de dispositions spéciales qui permettent aux autorités compétentes de fournir une assistance judiciaire à d'autres pays dans le cadre d'investigations, d'enquêtes ou de procédures relatives au financement du terrorisme.

La loi No 20 de 1996 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale porte sur tous les aspects des enquêtes criminelles et autres procédures portant notamment sur les infractions qui sont commises ou dont on a des raisons de croire qu'elles ont été commises contre la loi de Sainte-Lucie, notamment les procédures de confiscation de biens, les procédures visant à restreindre les transactions sur des biens et les procédures visant à imposer des peines préliminaires.

Le règlement No 112 de 1999 relatif à l'entraide judiciaire (extension et application aux États-Unis d'Amérique) élargit le champ d'application de la loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale aux États-Unis d'Amérique au même titre que les pays membres du Commonwealth. Elle élargit également l'application de la loi No 10 de 1993 relative aux produits du crime à ce pays. La troisième partie de la loi relative aux produits du crime prévoit la transmission d'informations aux fins des enquêtes. Par ailleurs, le Traité d'entraide judiciaire et le Traité d'extradition entre Sainte-Lucie et les États-Unis d'Amérique ont acquis force de loi.

La partie VII de la loi No 36 de 1999 relative à la prévention du blanchiment de capitaux prévoit expressément l'entraide judiciaire dans les affaires de blanchiment de capitaux. Le tribunal ou l'Organe de prévention du blanchiment de capitaux doit, lorsqu'un tribunal ou une autorité compétente d'un État requérant lui demande de geler, saisir ou confisquer les biens ou toute chose associée à une infraction de blanchiment de capitaux, prendre les mesures nécessaires pour y donner suite.

Sainte-Lucie est membre du Conseil pour l'application de la législation douanière des Caraïbes et apporte son concours au Conseil dans ses efforts visant à prévenir la criminalité transnationale.

Alinéa g)

« Empêcher les mouvements de terroristes ou de groupes de terroristes en instituant des contrôles efficaces aux frontières, ainsi que des contrôles lors de la délivrance de documents d'identité et de documents de voyage et en prenant des mesures pour empêcher la contrefaçon, la falsification ou l'usage frauduleux de papiers d'identité et de documents de voyage. »

Comme on l'a indiqué, l'entrée des étrangers à Sainte-Lucie est régie par **l'ordonnance relative à l'immigration, chapitre 76 des lois révisées de Sainte-Lucie (1957)**. Pour entrer à Sainte-Lucie, les visiteurs doivent être munis d'un passeport valide ou d'un autre document généralement accepté comme établissant l'identité du porteur. L'entrée à Sainte-Lucie sans visa est autorisée aux nationaux de certains pays du Commonwealth et des pays avec lesquels des accords abolissant les visas ont été conclus.

L'ordonnance stipule également que nul ne peut entrer à Sainte-Lucie par voie maritime ou aérienne si ce n'est dans un port d'entrée spécifié dans l'ordonnance. Elle interdit également l'entrée à Sainte-Lucie sans le consentement d'un fonctionnaire des services de l'immigration. En outre, les commandants de navires doivent veiller à ce que tous les passagers qui débarquent de leur navire le font avec l'assentiment d'un fonctionnaire des services de l'immigration.

Le fonctionnaire des services de l'immigration est doté de divers pouvoirs en ce qui concerne les immigrants, notamment celui d'exiger d'eux qu'ils quittent immédiatement l'île.

Comme on l'a indiqué, l'expression « immigrant interdit » est largement interprétée et désigne toutes personnes ou catégories de personnes que le Gouvernement juge indésirables parce que :

- Des renseignements et informations ont été reçus attestant que la présence du ou des intéressés à Sainte-Lucie en tant que résidents ou visiteurs est indésirable;
- En raison de leur niveau ou de leur mode de vie, les membres de telle ou telle catégorie de personnes sont indésirables en tant qu'immigrants;
- Une personne a été condamnée à l'étranger à une peine d'emprisonnement et n'a pas été graciée.

Le Gouvernement est habilité à prendre un arrêté déclarant que de telles personnes sont « interdites d'immigration ».

Le titre III de la **loi de 2001 sur l'immigration** (non encore en vigueur) régit expressément l'entrée des étrangers à Sainte-Lucie et le paragraphe 2 de son article 5 dispose que le Ministre de l'intérieur peut, par arrêté, décider qu'une personne ou une catégorie de personnes ne seront pas autorisées à entrer dans le pays. Le Ministre pourra utiliser ce pouvoir discrétionnaire pour refuser l'entrée à des terroristes connus.

L'annexe I de la loi contient des dispositions exhaustives pour empêcher l'entrée de catégories de personnes dont le casier judiciaire ou les activités constituent une menace pour la sûreté nationale et notamment,

- 1) Les personnes qui prônent ou ont prôné à un moment quelconque
 - a) Le renversement par la force ou la violence du Gouvernement de Sainte-Lucie;
 - b) L'assassinat de personnes ou la destruction illicite de biens;
- 2) Les personnes qui sont ou ont été membres ou affiliées d'une organisation qui défend ou enseigne une doctrine ou pratique visée au paragraphe 7 ci-dessus.

Ces dispositions pourraient être utilisées pour refuser l'entrée à des étrangers soupçonnés d'activités terroristes lorsque les renseignements pertinents sont communiqués en temps voulu aux services de l'immigration.

Les passeports de Sainte-Lucie sont délivrés par le Ministère de l'intérieur de Sainte-Lucie et dans les missions diplomatiques ou consulaires de Sainte-Lucie à l'étranger. Cette délivrance est régie par la **loi No 13 de 1991 relative aux passeports**. Cette loi érige en infraction le fait :

- 1) De faire une fausse déclaration pour obtenir un passeport;
- 2) De contrefaire un passeport;
- 3) De faire sur un formulaire de demande de passeport une déclaration dont on sait qu'elle est fausse;
- 4) De mutiler, altérer ou détruire un passeport.

Le fait d'utiliser ou d'avoir en sa possession sans justification légale un passeport ou autre document contrefait ou irrégulier est aussi réprimé. Des peines rigoureuses (amende et emprisonnement) sont prescrites.

La loi dispose aussi que pour entrer à Sainte-Lucie il faut être muni d'un passeport valide délivré au maximum 10 ans auparavant par le gouvernement du pays dont on est un ressortissant ou un national ou au nom de ce gouvernement, ou d'un autre document établissant de manière satisfaisante la nationalité ou l'identité.

Les contrôles frontaliers aux ports d'entrée à Sainte-Lucie permettent d'identifier les visiteurs et de déterminer pourquoi ils entrent à Sainte-Lucie. Des agents frontaliers formés et équipés peuvent déterminer si une personne a des papiers d'identité en règle. Les informations sont consignées manuellement dans un registre et assorties d'instructions qui en assure l'utilisation efficace.

Sainte-Lucie ne dispose pas à l'heure actuelle de machine lisant les passeports. Le Gouvernement envisage toutefois de se doter d'un tel système dans le cadre du processus de réforme de l'immigration actuellement planifié.

Bien que Sainte-Lucie ne soit pas une cible pour les terroristes, ceux-ci peuvent utiliser l'île comme point de transit lorsqu'ils effectuent des vols internationaux afin de changer d'itinéraire et de dissimuler leur identité. Même si les terroristes ne sont pas identifiés aux ports d'entrée, des données concernant les intéressés, par exemple des empreintes digitales, des photocopies des papiers et des relevés de leurs mouvements, peuvent être communiqués à des pays ayant des politiques comparables dans l'action menée au niveau mondial pour lutter contre le terrorisme.

Sainte-Lucie n'a pas de programme de domiciliation fiscale et le Gouvernement n'envisage pas d'en mettre un en place ni actuellement ni à l'avenir. Sainte-Lucie n'est pas non plus partie à la Convention relative au statut des réfugiés et n'a donc pas de programme d'octroi de ce statut. Les aéroports et les ports de Sainte-Lucie sont administrés, réglementés et entretenus par l'Autorité portuaire et aéroportuaire de Sainte-Lucie, qui a été créée et régie par la **loi No 10 de 1983 relative à l'autorité portuaire et aéroportuaire de Sainte-Lucie (SLASPA)**. Cet organisme s'acquitte de sa mission avec diligence conformément à la **loi No 1 de 1992 relative à l'aviation civile** et au **règlement de 1987 relatif à l'aviation civile (navigation aérienne)**, aux règles et directives de la FAA et à la **loi No 11 de 1994 relative aux transports maritimes**.

Sainte-Lucie s'est toujours efforcée de coopérer pleinement avec la FAA. Pour ce faire, la Direction de l'aviation civile de l'OECO et le Ministère des affaires étrangères communiquent à la SLASPA les diverses directives de sécurité qu'ils jugent nécessaires, compte tenu du niveau de la menace. En consultation et en coordination avec les compagnies aériennes et avec l'Agence de liaison avec les compagnies aériennes, les procédures pertinentes sont appliquées aux divers aéroports et suivies par les compagnies aériennes et la direction des aéroports.

Depuis les attaques du 11 septembre, l'Autorité portuaire et aéroportuaire de Sainte-Lucie a adopté les mesures ci-après :

- i) Retrait de tous les laissez-passer précédemment délivrés dans les aéroports;

- ii) Révision des politiques actuelles de délivrance des laissez-passer de sécurité;
- iii) Délivrance de nouveaux laissez-passer codés en couleurs en fonction des zones auxquelles les intéressés peuvent avoir accès;
- iv) Adoption de toutes les directives de la FAA et de la CAA en matière de sécurité en ce qui concerne les diverses compagnies, une formation supplémentaire étant néanmoins nécessaire à cet égard.

Paragraphe 3

Alinéa a)

« De trouver les moyens d'intensifier et d'accélérer l'échange d'informations opérationnelles concernant en particulier les actions ou les mouvements de terroristes ou de réseaux de terroristes, les documents de voyage contrefaits ou falsifiés, le trafic d'armes, d'explosifs ou de matières sensibles, l'utilisation des technologies de communication par des groupes terroristes, et la menace que constituent les armes de destruction massive en possession de groupes terroristes. »

Sainte-Lucie envisage de se doter d'une législation et de mettre en place des procédures et mécanismes en ce qui concerne l'interception des communications, sous réserve d'un contrôle judiciaire. À l'heure actuelle, Sainte-Lucie est prête à échanger des informations opérationnelles à cet égard avec d'autres pays concernés ou des organisations internationales.

Alinéa b)

« D'échanger des renseignements conformément au droit international et de coopérer sur les plans administratifs et judiciaires afin de prévenir les actes de terrorisme. »

De nombreuses explications ont déjà été données sous l'alinéa f) du paragraphe 2.

Alinéa c)

« De coopérer, en particulier dans le cadre d'accords et d'arrangements bilatéraux et multilatéraux, afin de prévenir et de réprimer les actes de terrorisme et de prendre des mesures contre les auteurs de tels actes. »

Sainte-Lucie est membre du Groupe d'action financière des Caraïbes (GAFIC), qui fait partie du Groupe d'action financière (GAFI). Sainte-Lucie n'a jamais figuré sur la liste des pays non coopératifs du GAFI. Elle applique les recommandations de ce dernier et du GAFIC et a toujours satisfait à leurs prescriptions. Elle vient d'achever de remplir un questionnaire relatif à des recommandations spéciales sur le financement du terrorisme qui a été élaboré à l'issue de la réunion plénière extraordinaire convoquée par le GAFI à la suite des attaques du 11 septembre et au cours de laquelle un plan d'action a été mis en place pour lutter contre le financement du terrorisme dans la région des Caraïbes.

Sainte-Lucie s'est aussi engagée auprès de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique) à participer à un échange efficace d'informations. Elle a en outre signé un accord d'échange de renseignements fiscaux avec les États-Unis en 1987. Des arrangements informels ont également été conclus par les autorités de Sainte-Lucie avec d'autres administrations de pays du Commonwealth en vue d'un échange efficace d'informations. L'échange intrarégional d'informations devrait bientôt être officialisé avec l'assistance du CARTAC (Centre régional d'assistance technique des Caraïbes), un mémorandum d'accord devant être signé sous peu par les États membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OEEO).

Alinéa d)

« De devenir dès que possible parties aux conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme, y compris la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme en date du 9 décembre 1999. »

L'Attorney général est en train de préparer à l'intention du Cabinet, avec le Ministère des affaires extérieures, un mémorandum en vue de la signature et de la ratification des conventions et résolutions concernant directement la répression et le financement du terrorisme. D'ici la fin de l'année, toutes les conventions qui n'ont pas encore été signées ou ratifiées le seront.

Alinéa e)

« De coopérer davantage et d'appliquer intégralement les conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme ainsi que les résolutions 1269 (1999) et 1368 (2001) du Conseil de sécurité. »

Des explications ont déjà été fournies sous l'alinéa d).

Alinéa f)

« De prendre les mesures appropriées, conformément aux dispositions pertinentes de leur législation nationale et du droit international, y compris les normes internationales relatives aux droits de l'homme, afin de s'assurer, avant d'octroyer le statut de réfugié, que les demandeurs d'asile n'ont pas organisé ou facilité la perpétration d'actes de terrorisme et n'y ont pas participé. »

Sainte-Lucie n'a pas signé la Convention relative au statut des réfugiés de 1954. Ni l'ordonnance relative à l'immigration (chapitre 76), ni la loi de 2001 sur l'immigration ne mentionne expressément les réfugiés, ni l'existence d'une politique les concernant. Sainte-Lucie n'a pas de législation régissant l'octroi du statut de réfugié.

Toutefois, la loi de 2001 sur l'immigration désigne comme « interdits d'immigration » les passagers clandestins ou les personnes qui tentent d'entrer à Sainte-Lucie illégalement.

Alinéa g)

« De veiller, conformément au droit international, à ce que les auteurs ou les organisateurs d'actes de terrorisme ou ceux qui facilitent de tels actes ne détournent pas à leur profit le statut de réfugié, et à ce que la revendication de

motivations politiques ne soient pas considérées comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés. »

L'article 6 de la loi No 12 de 1986 relative à l'extradition dispose d'une manière générale qu'un fugitif n'est pas livré si :

- 1) L'infraction dont il est accusé ou pour laquelle il aurait été condamné est une infraction de nature politique;
- 2) La demande d'extradition est en réalité présentée en vue d'engager des poursuites contre lui ou de lui faire subir une peine en raison de sa race, de son ethnie, de sa religion, de son sexe, de sa nationalité ou de ses opinions politiques, alors même qu'elle vise une infraction donnant lieu à extradition.

Toutefois, la loi dispose que certaines infractions ne sont pas considérées comme des infractions politiques. Il s'agit notamment du détournement d'aéronef, du génocide, de la mise en péril de la sécurité d'un aéronef ou des passagers d'un aéronef, ainsi que du meurtre, de l'enlèvement ou de tout autre acte de violence commis à l'encontre de personnes jouissant d'une protection internationale.

Assistance technique

Une assistance technique est nécessaire sous la forme d'un consultant juridique susceptible de conseiller les autorités en ce qui concerne les incidences juridiques et constitutionnelles de la confiscation civile et du gel d'actifs dans de telles circonstances.

Une assistance technique est aussi nécessaire pour élaborer les modules de formation reposant sur la législation en vigueur. Une assistance financière est en outre nécessaire pour la révision des procédures opérationnelles et administratives, la fourniture de matériel et la formation des personnels chargés de la sécurité et du renseignement.

Une assistance technique pourrait être envisagée dans d'autres domaines si Sainte-Lucie nouait des relations effectives avec les organismes chargés de la détection et de la répression des infractions aux plans national, régional et international. Ceci permettrait de mettre en place des systèmes d'audit et de contrôle interne afin de lutter contre les menaces extérieures du narcoterrorisme et d'empêcher que des délinquants internationaux, régionaux ou locaux qui ont été expulsés après une condamnation reviennent à Sainte-Lucie, leur passeport ayant été approuvé aux points d'entrée.

Une assistance financière est aussi nécessaire pour acheter du matériel de sécurité supplémentaire aux divers points d'entrée afin de lutter contre les menaces imminentes des terroristes.

**Annexe au rapport présenté par Sainte-Lucie en application
de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité**

Loi No 10 de 1993 sur les produits du crime

Loi No 36 de 1999 sur la prévention du blanchiment de capitaux

Ordonnance sur le contrôle des changes, chapitre 180 des lois révisées de Sainte-Lucie

Loi No 37 de 1999 relative à la délivrance de licences aux fiduciaires et représentants enregistrés

Loi No 38 de 1999 relative à l'assurance internationale

Loi No 39 de 1999 relative aux fiduciaires internationales

Loi No 40 de 1999 relative aux sociétés commerciales internationales

Loi No 43 de 1999 relative aux banques internationales

Loi No 44 de 1999 relative aux fonds communs de placement internationaux

Loi No 35 de 2001 sur la prévention du blanchiment de capitaux (amendement)

Loi No 23 de 1990 relative à l'administration des douanes

Loi No 10 de 1996 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale

Loi No 11 de 2001 relative aux armes à feu

Ordonnance relative aux explosifs, chapitre 53 des lois révisées de Sainte-Lucie

Ordonnance législative No 35 de 1973 relative aux explosifs

Loi No 30 de 2000 relative aux systèmes de sécurité régionale

Loi No 20 de 2001 relative à l'immigration

Ordonnance relative à l'expulsion des étrangers indésirables, chapitre 80 des lois révisées de Sainte-Lucie (1957)

Loi No 12 de 1986 relative à l'extradition

Loi No 15 de 1986 relative à l'aviation civile (Convention de Montréal)

Loi No 13 de 1986 relative à l'aviation civile (Convention de Tokyo)

Loi No 14 de 1986 relative au détournement d'aéronef

Règlement No 112 de 1999 relatif à l'entraide judiciaire (extension et application aux États-Unis d'Amérique)

Ordonnance relative à l'immigration, chapitre 76 des lois révisées de Sainte-Lucie (1957)

Loi No 13 de 1991 relative aux passeports

Loi No 10 de 1983 relative à l'Autorité portuaire et aéroportuaire de Sainte-Lucie (SLASPA)

Loi No 1 de 1992 relative à l'aviation civile

Règlement No 93 de 1997 relatif à l'aviation civile (navigation aérienne)

Loi No 11 de 1994 relative aux transports maritimes